

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS,
ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N° 25/004

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Prestations de maintenance et fourniture de pièces détachées pour lève-personnes, verticalisateurs, lits et autres supports, pour l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris.

Pour la période allant de la date du 01/05/2025 jusqu'au 30/04/2029 éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, à compter du 31/10/2028

Ce document comprend 25 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	1 / 25

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 : Objet.....	3
1.2 : Durée.....	3
1.3 : Lieu d'execution des prestations	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	3
2.1 : Forme des prix.....	3
2.2 : Prix définitif.....	3
ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT	6
3.1 : Forme du marché.....	6
3.2 : Allotissement	6
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION	7
5.1 : Commandes.....	7
5.2 : Dématérialisation des bons de commandes	7
5.3 : Livraisons	8
5.4 : Conditionnement des pièces détachées	10
5.5 : Admission.....	10
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE	11
6.1 : Contrôle	11
6.2 : Suivi du marché	11
6.3 : Garantie	11
ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	11
7.1 : Clause de réexamen.....	11
7.2 : Modification de références en cours de marché	12
7.3 : Changement de dénomination sociale du Titulaire	12
7.4 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'execution	12
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	13
8.1 : Données statistiques.....	13
8.2 : Certificats	14
8.3 : Fichier catalogue.....	14
8.4 : Secret professionnel et confidentialité	15
8.5 : Accès aux établissements – Identification	15
8.6 : Grèves	15
8.7 : Diffusion des fiches techniques.....	15
8.8 : Vente à des tiers	16
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT.....	16
9.1 : Facturation.....	16
9.2 : Paie ment	17
9.3 : Avances	17
ARTICLE 10 : ASSURANCES	17
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	17
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	18
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION	18
13.1 : Pénalités.....	18
13.2 : Résiliation.....	20
ARTICLE 14 : LITIGES.....	20
ARTICLE 15 : DEROGATIONS	20

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	2 / 25

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet

Le marché a pour objet " prestations de maintenance et fourniture de pièces détachées pour lève personnes, verticalisateurs, lits et autres supports de l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris ", nécessaire aux besoins des divers groupes hospitaliers, pôles d'intérêt commun et services du siège de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Durée

Le marché est conclu pour la période allant du 01/05/2025 jusqu'au 30/04/2029.

Le marché sera résiliable sans indemnité à l'initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris à compter du 31/10/2028.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans les lieux où siègent les différents établissements hospitaliers de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1 : Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées à l'article 3 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 25/004.

2.2 : Prix définitif

PRIX REVISABLES

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché, soit :

- Le 01/05/2026 pour la 1^{ère} révision
- Le 01/05/2027 pour la 2^{ème} révision
- Le 01/05/2028 pour la 3^{ème} révision

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	3 / 25

Formule utilisée

Pour la 1^{ère} révision soit au 01/05/2026

$$P_1 = P_0 \left[\left(0.7 \times \frac{I_1}{I_0} \right) + \left(0.3 \times \frac{T_1}{T_0} \right) \right]$$

Avec :

P₁ : prix de règlement après la révision ;

P₀ : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I₁ : dernier indice mensuel de réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements, publié deux mois avant la date d'effet de la révision sur le site de l'INSEE soit au 01/05/2026 ;

I₀ : indice mensuel de réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements du mois de dépôt des offres publié sur le site de l'INSEE soit celui du mois de février 2025 ;

T₁ : dernier indice mensuel Transport routier intérieur – Marchandises – pavillon français (compte d'autrui et compte propre), publié deux mois avant la date d'effet de la révision sur le site de l'INSEE soit au 01/05/2026.

T₀ : indice Transport routier intérieur – Marchandises – pavillon français (compte d'autrui et compte propre), du mois de dépôt des offres publié sur le site de l'INSEE soit celui du mois de février 2025.

Pour la 2^{ème} révision soit au 01/05/2027

$$P_2 = P_1 \left[\left(0.7 \times \frac{I_2}{I_1} \right) + \left(0.3 \times \frac{T_2}{T_1} \right) \right]$$

Avec

P₂ : prix de règlement après la révision ;

P₁ : prix résultant de la précédente révision ou à défaut prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement

I₂ : dernier indice mensuel publié deux mois avant la date d'effet de la révision sur le site de l'INSEE soit au 01/05/2027 ;

I₁ : indice utilisé pour la précédente révision ou à défaut indice du mois de dépôt des offres (février 2025), publié sur le site de l'INSEE ;

T₂ : dernier indice mensuel publié deux mois avant la date d'effet de la révision sur le site de l'INSEE soit au 01/05/2027 ;

T₁ : indice utilisé pour la précédente révision ou à défaut indice du mois de dépôt des offres (février 2025), publié sur le site de l'INSEE.

Pour la 3^{ème} révision soit au 01/05/2028

$$P_3 = P_2 \left[\left(0.7 \times \frac{I_3}{I_2} \right) + \left(0.3 \times \frac{T_3}{T_2} \right) \right]$$

Avec

P₃ : prix de règlement après la révision ;

P₂ : prix résultant de la précédente révision ou à défaut prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I₃ : dernier indice mensuel publié deux mois avant la date d'effet de la révision sur le site de l'INSEE soit au 01/05/2028 ;

I₂ : indice utilisé pour la précédente révision ou à défaut indice du mois de dépôt des offres (février 2025), publié sur le site de l'INSEE ;

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	4 / 25

T3 : dernier indice mensuel publié deux mois avant la date d'effet de la révision sur le site de l'INSEE soit au 01/05/2028 ;

T2 : indice utilisé pour la précédente révision ou à défaut indice du mois de dépôt des offres (février 2025), publié sur le site de l'INSEE.

Indice(s) utilisé(s) :

Indice	Intitulé	Part
010766768	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CFP 49.41 – Transport routier de fret de proximité	30%
010764534	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.1 – Réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements	70%

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Modalités :

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- Révision de prix à la demande l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

- Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du Titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à **3%**.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation annuelle de prix résultant de l'ajustement est supérieure de **5%**, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Clause de prix promotionnels :

Le Titulaire qui applique une promotion sur son tarif général doit en faire bénéficier l'APHP à condition que :

- Les produits faisant l'objet de la promotion soient présents sur le marché
- Les prix résultant de la promotion soient inférieurs aux prix applicables sur le marché.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	5 / 25

Dans ce cas, le Titulaire doit adresser à ACHAT au minimum 7 jours avant la mise en œuvre, le tarif promotionnel en lui indiquant la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif sera annexé au marché sans qu'il ne soit nécessaire d'établir une modification de marché

Les factures émises devront faire explicitement référence au tarif promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché entreront de nouveau en vigueur. »

Dématérialisation :

En cas d'utilisation de l'envoi dématérialisé des bons de commande, le fournisseur s'engage à actualiser le "catalogue marché" pour les catalogues externes selon la procédure en vigueur, aussi souvent que nécessaire, tout au long de l'exécution du marché, périodes de reconduction comprises.

L'AP-HP validera la nouvelle version du catalogue qui lui sera proposée par le fournisseur via la plate-forme de dématérialisation des bons de commande et de gestion des catalogues.

Les prix révisés ne pourront prendre effet qu'après la mise en production du nouveau catalogue électronique par le fournisseur qui aura été préalablement validé par l'AP-HP sur la plateforme, dans le cas de gestion des catalogues externes.

A défaut de mise à jour, les prix du catalogue électronique en production continueront de s'appliquer.

Dans ce cas, les factures non conformes aux montants engagés à partir du catalogue électronique seront rejetées par l'AP-HP.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT

3.1 : Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur **un montant minimum représenté par 50%** du montant de chaque lot valorisé au niveau de l'offre du titulaire sur la durée totale du marché.

Le titulaire s'engage sur **un montant maximum représenté par 200%** du montant de chaque lot valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché.

3.2 : Allotissement

L'ensemble des prestations sont réparties en 3 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot	Quantités prévisionnel les annuelles	Part BPU	Part Catalogue
1	Lève personnes de marque GULDMANN	5 011	85%	15%
2	Lève personnes et verticalisateurs de marque ARJOHUNTLEIGH	2 340	75%	25%
3	Lève personnes et verticalisateurs ainsi que lits et supports thérapeutiques à air de marque HILL ROM ou LIKO	2 547	70%	30%

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	6 / 25

Les candidats peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.
Un opérateur économique peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

Les offres des candidats sont appréciées lots par lot, les candidats ne pourront pas présenter d'offres variables.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières et techniques ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes hors cadre de réponse technique ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les éléments techniques et le Cadre de réponse technique (CRT).

ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

5.1 : Commandes

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 2 mois après la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché : **01/05/2025**

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

5.2 : Dématérialisation des bons de commandes

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies en annexe.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	7 / 25

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

5.3 : Livraisons

La dernière livraison pourra avoir lieu au plus tard **2 mois** après la période de validité du marché.

Elles seront effectuées directement aux magasins ou dans les services des groupes hospitaliers, des pôles d'intérêt commun ou les services du siège suivant les besoins au jour et heure demandés, et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) devra impérativement être accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- a date d'expédition ;
- la référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date) ;
- l'identification du Titulaire du marché ;
- l'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;
- le n° du marché ;
- le n° du ou des lots de fabrication dans les cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Les prestations devront être conformes aux stipulations techniques du marché telles que décrites notamment au CCTP n° 25/004.

Le titulaire est tenu au respect des délais et horaires d'intervention pour lesquels il s'est engagé au titre des formules de maintenances, fixées en annexe 2 (onglet BPU) et 3 (onglet horaires d'intervention) de l'acte d'engagement, ou de livraison des pièces détachées, mentionnées à l'annexe 4 (onglet pièces détachées) de l'acte d'engagement. Dans le cas contraire, le titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard fixées, dans les conditions de l'article 13.1 du présent CCAP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'établissement dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le service ACHAT pour pallier ses défaillances éventuelles.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	8 / 25

Les prestations et les éventuelles livraisons seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Livraison de pièces détachées

Les livraisons seront effectuées en accord avec le responsable d'approvisionnement de chaque hôpital ou service et selon les conditions définies par celui-ci. Elles seront effectuées directement aux magasins et / ou dans les services des groupes hospitaliers, des pôles d'intérêt commun ou les services du siège suivant les besoins aux jour et heure demandés, et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

Les livraisons de pièces détachées interviendront au plus tard dans le délai indiqué en annexe 4 (onglet pièces détachées) de l'acte d'engagement et pour lequel s'engage le titulaire.

La première livraison pourra avoir lieu dès le **01/05/2025**.

La dernière livraison ne pourra avoir lieu que 2 mois au plus tard après la période de validité du marché.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) devra impérativement être accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Intervention sur site (prestations de maintenance)

Conformément à l'article VI-3 du CCTP toute intervention donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention comportant tous les renseignements nécessaires à la vérification du service fait et du contrôle de bon fonctionnement de l'appareil avant remise en service, signé contradictoirement par l'intervenant et le cadre du service utilisateur ou son représentant, ou par un représentant du service biomédical, qui conservera un exemplaire dudit rapport.

Ce rapport d'intervention devra notamment et impérativement faire figurer :

- le numéro du bon de commande ;
- le nom du technicien ;
- Pour les lève-patients sur rail : la désignation du local ou le numéro de la chambre ;
- Le type et le référence de l'équipement concerné ;
- les dates, heures de début et de fin d'intervention ;
- l'objet de l'intervention ;
- le numéro de série et le numéro d'inventaire de l'appareil ;
- les anomalies constatées ;
- leurs causes, y compris les cas de mauvaise utilisation et de défauts d'entretien. Dans ce cas, le titulaire devra prévoir la formation des utilisateurs ;
- les solutions apportées pour remettre en état de fonctionnement et de sécurité l'appareil concerné y compris la liste des pièces détachées : nombre et références ;
- une observation sur l'état du matériel après intervention : le technicien fait un compte rendu complet et doit signaler des travaux prévisibles au demandeur au moment de la remise du bordereau ;
- les contrôles de performances réalisées avant restitution de l'appareil ;
- Pour le contrôle des lève personnes : le poids du test de charge ;
- Pour le contrôle des harnais : le poids du test de charge ;
- la prochaine date prévue pour le contrôle qualité.

Le technicien du titulaire doit faire constater le bon fonctionnement de l'équipement avant son départ.

La copie du rapport d'intervention doit obligatoirement être envoyée par mail à une adresse définie par le service biomédical dans les **24 heures** suivant la réalisation de la visite

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	9 / 25

Conformément à l'article VI-5 du CCTP, dans l'éventualité d'une panne ou de maintenance prolongée au-delà des délais initialement prévus, des prêts de matériels de substitution peuvent être mis en place selon les modalités définies à l'annexe 7 de l'acte d'engagement, sous réserve d'une assurance de prêt propre du titulaire. Les équipements de prêts doivent être livrés désinfectés et nettoyés.

Le site restitue le matériel de prêt dès la remise en service de l'équipement objet de la maintenance. Les équipements de prêts doivent être rendus au titulaire désinfectés et nettoyés.

Dans l'objectif de répondre efficacement aux besoins des utilisateurs, les équipements de prêt doivent offrir les mêmes fonctionnalités que ceux qu'ils viennent remplacer.

Toute intervention sera soumise à l'acceptation préalable d'un devis par la personne désignée par l'hôpital. Ce devis fera apparaître :

- le coût de la main-d'œuvre HT (tarif horaire, temps passé, déplacement, et le cas échéant, coût des opérations de constat) ;
- la désignation et le coût des pièces détachées à changer (suivant BPU et tarif fourni en Annexes 4 et 5 de l'acte d'engagement) ;
- le montant de la TVA et le montant TTC ;
- la durée d'immobilisation maximale garantie jusqu'à la remise en service du matériel ;
- Mention obligatoire sur les devis pour lève patients sur rail : numéro de série du moteur et l'appellation du local concerné.

Le forfait de déplacement tel que mentionné à l'annexe 2 (onglet BPU) de l'acte d'engagement est facturé à chaque intervention, à l'exception des cas visés à l'article VI-2 du CCTP n°25/004.

Le délai d'intervention souhaité pour toute opération de maintenance commence à courir à compter de la réception du bon de commande par le titulaire et s'achève au jour du déploiement d'un technicien habilité au sein de l'établissement hospitalier.

Ainsi défini, le délai d'intervention ne saurait être supérieur à **24 heures** ouvrées pour les lève-personnes, et à **48 heures** ouvrées pour les lits et supports thérapeutiques.

5.4 : Conditionnement des pièces détachées

Les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention.

Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en français du contenu et des quantités. Les conditionnements définis et retenus par le fournisseur seront rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils devront être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

5.5 : Admission

Le contrôle et l'admission des livraisons (donnant lieu à la signature d'un bon de livraison obligatoire) sont assurés par l'hôpital ou le service réceptionnaire, conformément au Chapitre V du cahier des clauses administratives générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence (ou autre document équivalent).

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée lors de la procédure d'admission par l'hôpital pourra entraîner un refus de livraison.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	10 / 25

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

6.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

6.3 : Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

Les interventions seront garanties selon les réponses du candidat au cadre de réponse technique.

La durée de garantie des pièces détachées ne saurait être inférieure à 1 an, elle doit être renseignée en annexe 4 (pièces détachées) de l'acte d'engagement. La garantie des interventions (main d'œuvre et déplacement) est portée à 3 mois minimum, sa durée doit être renseignée en annexe 1 (onglet en-tête) de l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

7.1 : Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	11 / 25

7.2 : Modification de références en cours de marché

Les spécifications générales du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) doivent prévoir les modalités de modification de références en cours de marché, avec une clause du type :

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du Titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite à ACHAT un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation. En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité dans les conditions prévues à l'article 13.1 du présent CCAP.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit (cas de rupture momentanée à ne pas faire subir aux sites) :

Cette demande de changement devra être faite à ACHAT 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par la Directrice d'ACHAT.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

Dans le cas où la gestion des catalogues marchés liés au processus d'envoi dématérialisé des bons de commande est mise en place sur le marché, une nouvelle version du catalogue liée aux modifications de références devra être proposée par le fournisseur.

7.3 : Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.4 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	12 / 25

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

8.1 : Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à :

ACHAT

Service « SFEHR »
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les données statistiques suivantes :

Périodicité : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse du service concerné

SFEHR: veronique.haupas@aphp.fr

Type de fichier: EXCEL®

Dessin d'enregistrement :

- Année
- Trimestre
- N° de commande
-
- Hôpital/site
- Type ou modèle – N°
- Prestation
- Référence
- Préciser "BPU" ou "HBPU"
- Quantité commandée
- Prix unitaire HT
- Montant total HT

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification du marché

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

⁽³⁾ ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service pour toute précision complémentaire

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	13 / 25

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe « pénalités » du présent document.

Le candidat retenu s'engage également à fournir dans les 8 jours suivant la fin de chaque trimestre civil le nombre total de livraisons effectuées dans le cadre de l'exécution du marché.

8.2 : Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

8.3 : Fichier catalogue

Un catalogue correspond à un instant donné, à la description du contrat en vigueur ou marché (tarifs, libellés, références...).

8.3.1 : Organisation des catalogues :

Le fournisseur renseigne le catalogue marché (format Excel) correspondant à l'ensemble des références articles et produits définis au marché selon les données obligatoires décrites à l'article 3.2 du CCAP.

Pour information, certains catalogues gérés par l'AP-HP seront internes (l'AP-HP se chargeant de saisir l'ensemble des informations nécessaires pour enrichir les catalogues sur la plateforme de dématérialisation), d'autres seront partagés entre l'AP-HP et le fournisseur (certains attributs du catalogue sont renseignés par le fournisseur et d'autres par l'AP-HP). Un catalogue interne pourra par la suite devenir partagé et réciproquement au cours de l'exécution du marché, selon les accords qui seront convenus entre l'AP-HP et le fournisseur.

8.3.2 : Définition des rôles des intervenants :

- Fournisseur :
 - o Dans le cadre des catalogues partagés, il télécharge le catalogue marché à partir de la plateforme de dématérialisation « eContent » de PROACTIS (catalogue initié par l'AP-HP constitué des informations transmises lors de la soumission de son offre : bordereau de prix de l'appel d'offres) qu'il doit ensuite compléter à minima des données obligatoires du catalogue ;
 - o Charge éventuellement son catalogue public (catalogue de tous ses produits avec tarification publique éventuellement remisé) dans le cadre de marchés de fournitures lorsque c'est prévu au marché pour les produits non contenus au niveau du bordereau de prix unitaire, en lien avec l'objet du marché et retenus après accord par l'APHP.
- PROACTIS :
 - o Valide la conformité technique des données avec le format de recueil de données (fichier Excel décrits en **annexe 7**) défini par l'AP-HP (processus automatisé dans eContent) ;
 - o Assiste les acheteurs de l'AP-HP et les fournisseurs dans l'utilisation d'eContent.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	14 / 25

- Acheteur de l'AP-HP :
 - o Charge le catalogue interne ou dans le cas de catalogue mixte, accepte ou rejette les propositions de création puis de mise à jour des catalogues grâce aux outils de comparaison rapide et de simulations mis à sa disposition dans eContent.
- Administrateur de catalogue AP-HP :
 - o Enrichit les catalogues avec les données propres à l'AP-HP pour intégration dans le système de gestion économique et financière de l'AP-HP (exemple : attributs internes du produit permettant les imputations comptables).

8.3.3 : Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :

A l'article 4.2 du CCAP ont été décrits les rôles en lien avec les différentes étapes de création du catalogue. Toute mise à jour se fera de la même manière.

Dans le cas d'une gestion des catalogues en mode partagé entre l'AP-HP et le fournisseur, ce dernier pourra utiliser la dernière version chargée. Il modifiera directement dans le catalogue au format Excel les données à mettre à jour (données contractuelles, photos, descriptions, fiches techniques...) et rechargera son catalogue dans eContent conformément aux stipulations du marché (signature d'avenant, clause de révision de prix...).

8.4 : Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

8.5 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.6 : Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.7 : Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir à ACHAT sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché.

En cas de catalogue externe (dont la gestion est partagée avec ACHAT), le fournisseur enrichira lui-même la partie du catalogue relative aux fiches techniques et images du produit.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	15 / 25

8.8 : Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 : Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	16 / 25

9.2 : Paie ment

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 : Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Option A

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le Titulaire et, à ceux exécutés par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	17 / 25

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

13.1 : Pénalités

- **Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, lorsque les différents délais contractuels mentionnés aux annexes de l'acte d'engagement sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Pour non-respect des délais d'intervention :

Pour tout retard, au-delà des délais indiqués dans l'annexe 2 (onglet BPU) de l'acte d'engagement et sauf cas de prêt d'un équipement équivalent permettant d'assurer le fonctionnement normal des services, le titulaire se verra appliquer une pénalité équivalente à 150 € par équipement.

Pour non-respect des délais de remise en service :

Pour non-respect du délai de remise en service (article VI-1-4 du CCTP), le titulaire se verra appliquer une pénalité par équipement de 200 €.

Dans cette hypothèse, le calcul du délai de remise en service, compté en heures ouvrées, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'arrête à l'achèvement de l'intervention et lorsque l'équipement, contrôlé et fonctionnel, est remis à la disposition des utilisateurs. Si la demande d'intervention est précédée d'une demande de devis, le délai d'acceptation du devis par l'établissement (délai entre la réception du devis par l'établissement et la réception par le titulaire du devis accepté) sera déduit du délai total.

Pour non-respect du délai de livraison des pièces détachées :

Pour chaque journée de retard, au-delà des délais de livraison indiqués dans l'annexe 4 de l'acte d'engagement et sauf prêt d'équipements permettant d'assurer le fonctionnement normal des services, le titulaire se verra appliquer une pénalité, en abattement sur la facture correspondante, équivalente en valeur à 5% de la valeur de la ou des pièces commandées.

Dans cette hypothèse, le calcul du délai de livraison, compté en heures ouvrées, débute à la réception par le titulaire du numéro de commande de fourniture de pièces (référence à 10 chiffres commençant par 45) et s'interrompt à la réception de celles-ci par l'établissement.

Pour non-respect du délai de transmission du devis

Pour chaque journée de retard, au-delà du délai de transmission indiqué dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement, le titulaire se verra appliquer une pénalité, en abattement sur la facture correspondante après acceptation, équivalente à 10% de la valeur du devis.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur en application des articles 36 .1, 36.2 et 36.4 du CCAG-FCS.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	18 / 25

- **Autres pénalités**

Maintenance préventive

Dans le cadre de forfaits M1, M2, Le non-respect du programme et de la périodicité de la maintenance préventive annoncés entraîne l'application d'une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard par équipement.

Maintenance corrective

Pour chaque journée de retard au-delà des délais indiqués dans l'annexe 2 (onglet BPU) de l'acte d'engagement, sauf cas de prêt d'un équipement équivalent, le titulaire se verra appliquer une pénalité, en abattement sur la facture correspondante, équivalente en valeur à deux heures de main-d'œuvre au taux horaire prévu à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Non-respect de la transmission périodique du bilan évaluatif annuel :

ACHAT se réserve le droit d'appliquer des pénalités pour non transmission dans les délais du bilan évaluatif annuel tels que prévus au CCTP, d'un montant de 200 € par émission d'un titre de recette.

Non-respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 8.2 du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10% du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Pour non-respect des délais de transmissions relatifs aux données statistiques :

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe 8.1 du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 45eme jour suivant la fin du trimestre.

Pour non-respect de la procédure en cas de changement définitif de référence produit :

Dans le cas du non-respect des clauses stipulées à l'article 7,2 du présent CCAP, pour tout changement de référence sans validation expresse d'ACHAT, application sera faite d'une pénalité de 500 euros.

Pour non-respect du taux de disponibilité :

En cas de non-respect du taux de disponibilité d'un équipement dont le régime de calcul est annoncé à l'article X du CCTP, une pénalité sera appliquée selon les modalités définies ci-après.

Cette pénalité est due sauf accord avec le site concerné ou en cas de rapport d'intervention précisant l'obsolescence et l'impossibilité de remise en fonctionnement de l'équipement, conformément à l'article VI du CCTP.

Il s'ensuit qu'un taux de disponibilité annuel inférieur à 95% pour les équipements sous contrat M2 entraînera l'application d'une pénalité correspondant à un avoir de 20 % du montant du forfait annuel par tranche de 2,5% de taux d'indisponibilité en deçà de 95%, par équipement concerné.

A titre d'exemple, dans l'hypothèse d'un taux de disponibilité compris entre 92,5% et 95% relevé pour les équipements sous maintenance M2, un avoir de 20% sera appliqué au montant du forfait annuel. Pareillement, en présence d'un taux de disponibilité compris entre 90% et 92,5%, un avoir de 40% sera appliqué au montant du forfait annuel.

Ce régime de pénalités s'appliquera successivement sur le même principe pour les autres cas d'indisponibilité.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	19 / 25

Pour rappel, le calcul du taux de disponibilité s'effectue selon les modalités prescrites à l'article X du CCTP soit:

$$\frac{((\text{Nb de jours dans l'année} \times \text{temps d'exploitation par 24 heures}) - \sum(\text{temps d'arrêt dans l'année}))}{(\text{Nb de jours dans l'année} \times \text{temps d'exploitation par 24 heures})}$$

Exemple : pour 3 jours d'indisponibilité d'un équipement exploité 12 heures par jour sous formule M2 :

$$((365 \times 12 \text{ h}) - (3 \times 12)) / (365 \times 12 \text{ h})$$
 soit taux de disponibilité de 99,18%.

ATTENTION A compter de 55 jours consécutifs d'immobilisation comptabilisés selon le modèle de calcul décrit précédemment, la redevance annuelle sera nulle sans modification des engagements de prestations.

En tout état de cause, quelle que soit la formule de maintenance choisie, s'il est établi que la durée de réparation apparaît anormalement longue, par négligence, qualification insuffisante de l'intervenant, ou pour toute autre raison justifiée du fait exclusif du titulaire, l'AP-HP sera en droit de refuser la facturation correspondante, à plus forte raison si l'immobilisation prolongée de l'appareil a pu altérer le fonctionnement du service ; dans un tel cas, il pourra être pourvu à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en application des articles 36.1, 36.2 et 36.4 du CCAG-FCS.

L'AP-HP se réserve également la faculté de contester une facture relative à une intervention survenant manifestement trop peu de temps après une visite, préventive ou corrective, de même nature.

13.2 : Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après **deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important** dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VII). ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 14 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS

L'article 1.2 du présent document déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	20 / 25

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS / article 19.2 CCAG Travaux relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€.

Les articles 5 et 11.2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 42.1 C du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 4 déroge à l'article 4.1 sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

En cas de prix révisables, l'article 2 déroge à l'article 10.1 du CC

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	21 / 25

Annexe n°1 : Modèle souhaité pour les statistiques

FOURNISSEUR

N° de marché

Année	Trimestre	N° de commande	Date de la commande	Hôpital/site	Type ou modèle - N°	Prestation	Référence	Préciser "BPU" ou "HBPU"	Quantité commandée	Prix unitaire HT	Montant total HT
2025	1	xxx1	xx/xx/xxxx	Cochin		Forfait M2	yyy1	BPU	1	100,00	100,00
2025	2	xxx3	xx/xx/xxxx	HEGP		Forfait M1	yyy2	BPU	1	100,00	100,00
2026	2	xxx3	xx/xx/xxxx	Saint Antoine		Formation technique niveau 2	yyy3	BPU	3	100,00	300,00
2026	2	xxx3	xx/xx/xxxx	Saint Louis		Pièce détachée zzz	yyy4	HBPU	2	100,00	200,00
2026	3	yyy12	xx/xx/xxxx	Bicêtre		Main d'œuvre	yyy5	BPU	3	100,00	300,00
2027	4	yyy12	xx/xx/xxxx	Bicêtre		Déplacements	yyy6	BPU	1	100,00	100,00

A transmettre à la fin de chaque trimestre
ACHAT : veronique.haupas@aphp.fr

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	22 / 25

ANNEXE 2 : Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques	➤ CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94 270 LE KREMLIN BICETRE	01/53/14/69/00
Agence Générale des Equipements et des Produits de Santé (AGEPS)	➤ 7, rue du Fer à Moulin 75005 PARIS – 13, rue Lavoisier 92000 NANTERRE	01/46/69/13/13
AP-HP. Sorbonne Université <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pitié – Salpêtrière ➤ Charles Foix ➤ Tenon ➤ Saint Antoine ➤ Rothschild ➤ Armand Trousseau ➤ La Roche Guyon 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS ➤ 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE ➤ 4 rue de la Chine 75020 PARIS ➤ 184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS ➤ 5, rue Santerre 75012 PARIS ➤ 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS ➤ 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon 	01/42/16/00/00 01/49/59/40/00 01/56/01/70/00 01/49/28/20/00 01/40/19/30/00 01/44/73/74/75 01/30/63/83/30
AP-HP. Université Paris Saclay <ul style="list-style-type: none"> ➤ Antoine Bécère ➤ Bicêtre ➤ Paul Brousse ➤ Raymond Poincaré ➤ Hôpital maritime de Berck ➤ Ambroise Paré ➤ Sainte Péline – Rossini – Chardon Lagache 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART ➤ 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE ➤ 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF ➤ 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES ➤ Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER ➤ 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT ➤ 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS 	01/45/37/44/44 01/45/21/21/21 01/45/59/30/00 01/47/10/79/00 03/21/89/27/27 01/49/09/50/00 01/44/96/31/31
AP-HP. Hôpitaux Universitaire Paris - Seine Saint Denis <ul style="list-style-type: none"> ➤ Avicenne ➤ Jean Verdier ➤ René Muret / Bigottini 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 125 rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY ➤ Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY cedex ➤ Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN 	01/48/95/55/55 01/48/02/66/66 01/41/52/59/99
AP-HP. Centre – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> ➤ Necker ➤ HEGP ➤ Corentin Celton ➤ Vaugirard Gabriel Pallez ➤ Cochin ➤ Hôtel Dieu ➤ Broca ➤ La Collégiale 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS ➤ 20 rue Leblanc 75 015 PARIS ➤ 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX ➤ 10, rue Vaugelas 75015 PARIS ➤ 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS ➤ 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4 ➤ 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS ➤ 33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS 	01/44/49/40/00 01/56/09/20/00 01/58/00/40/00 01/40/45/80/00 01/58/41/41/41 01/42/34/82/34 01/44/08/30/00 01/44/08/30/00
AP-HP. Nord – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bichat-Claude Bernard ➤ Beaujon 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 48 rue Henri Huchard 75018 PARIS ➤ 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY 	01/40/25/80/80 01/40/87/50/00
AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	23 / 25

➤ Louis Mourier ➤ Robert Debré ➤ Bretonneau ➤ Fernand Widal ➤ Lariboisière ➤ Saint Louis	➤ 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES ➤ 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS ➤ 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS ➤ 200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS ➤ 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS ➤ 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01/47/60/61/62 01/40/03/20/00 01/53/11/18/00 01/40/05/45/45 01/49/95/65/65 01/42/49/49/49
AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor ➤ Albert Chenevier ➤ Henri Mondor ➤ Emile Roux ➤ Joffre – Dupuytren ➤ Georges Clemenceau	➤ 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL ➤ 51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL ➤ 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES ➤ 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL ➤ 91750 CHAMPCUEIL	01/49/81/31/31 01/49/81/21/11 01/45/95/80/80 01/69/83/63/63 01/69/23/20/20
Hospitalisation à Domicile	➤ 14 rue Vesale 75005 PARIS	01/42/16/08/50
Sécurité, Maintenance et Services (SMS)	➤ 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01/45/13/65/13
Service Central des Ambulances (S.C.A.)	➤ 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01/45/13/65/43
Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)	➤ 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01/44/06/59/00
Siège de l'AP-HP	➤ 55, Boulevard Diderot CS 22305 75 610 Paris CEDEX 12	01/40/27/30/00
Hôpital marin d'Hendaye	➤ Route de la Corniche 64700 HENDAYE	05/59/48/08/00
Hôpital Paul Doumer	➤ Labruyère 60140 LIANCOURT	03/44/31/55/00
Hôpital San Salvador	➤ 4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES	04/94/38/08/00

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	24 / 25

AP-HP	Consultation n° 25/004	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :02/12/2024	25 / 25